

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ  
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le

28 OCT. 2008

Sous-Direction de l'Environnement

Bureau de l'environnement industriel

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI  
☎ : 04 72 61 64 55  
✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

**ARRETE**

**autorisant la commune de GENAS à procéder à un affouillement du sol destiné  
à la réalisation d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales  
situé lieu-dit "La Motte" à GENAS.**

*Le Préfet de la Zone de Défense Sud-Est  
Préfet de la Région Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,*

- VU le code minier, notamment son article 4 ;
- VU le code de l'environnement, notamment les articles L-515.1 et R. 512-28 et suivants ;
- VU le code du patrimoine, notamment les articles L-515.1 à L-524.16 ;
- VU le décret n° 2004.490 du 3 juin 2004 modifié relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières et, notamment, son article 4 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2001-2254 du 18 juillet 2001 portant approbation du schéma départemental des carrières ;
- VU la demande d'autorisation présentée le 13 mars 2006 complétée les 24 novembre 2006 et 25 juillet 2008 par la commune de GENAS en vue de procéder à un affouillement du sol, destiné à la réalisation d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales lieu-dit "La Motte" à GENAS ;

.../...

VU l'avis technique de classement en date du 18 décembre 2006 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle M. Jean-Marie DUTEL, désigné en qualité de commissaire enquêteur, a procédé du 19 février 2007 au 20 mars 2007 inclus ;

VU la délibération en date du 29 mars 2007 du conseil municipal de la mairie de SAINT-PRIEST;

VU la délibération en date du 29 mars 2007 du conseil municipal de SAINT-BONNET-DE-MURE ;

VU la délibération en date du 12 avril 2007 du conseil municipal de GENAS ;

VU l'avis en date du 6 février 2007 du service départemental d'incendie et de secours ;

VU l'avis en date du 9 février 2007 de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'avis en date du 28 février 2007 du service interministériel de défense et de protection civile ;

VU l'avis en date du 9 mars 2007 de la direction régionale de l'environnement ;

VU l'avis en date du 14 mars 2007 de la direction départementale de l'équipement ;

VU l'avis en date du 23 mars 2007 de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales ;

VU les rapports de synthèse en date des 21 novembre 2007 et 12 août 2008 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU les arrêtés préfectoraux des 25 juin 2007, 5 décembre 2007 et 6 juin 2008 prorogeant le délai d'instruction de la demande d'autorisation précitée ;

VU les éléments complémentaires transmis par la commune de GENAS, le 25 juillet 2008 ;

VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, formation spécialisée des carrières, en date du 3 octobre 2008 ;

CONSIDERANT que la ville de GENAS souhaite implanter un bassin de stockage et un bassin d'infiltration des eaux pluviales sur le territoire de ladite commune au lieu-dit « La Motte » ;

CONSIDERANT que les activités projetées par la ville de GENAS sont subordonnées à l'obtention d'une autorisation, au titre de la rubrique 2510-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;



CONSIDERANT qu'en vue de prévenir les risques et nuisances potentiels présentés par ses installations l'exploitant met ou mettra en œuvre les dispositions suivantes :

En ce qui concerne l'impact visuel des travaux de terrassement et de mise en forme :

- . des merlons végétalisés et des espaces verts seront mis en place sur tout le pourtour du site.
- . il sera procédé à l'engazonnement des surfaces extérieures aux bassins, et à la plantation d'une haie arbusive.

S'agissant de la protection des eaux :

- . afin d'éviter la pollution des eaux de ruissellement, un réseau de merlons constitué de terre découverte sera installé.
- . en dehors des périodes de travail et lors du ravitaillement en carburant, les engins seront stationnés sur une aire goudronnée reliée à un séparateur à hydrocarbures avec débourbeur, obturateur automatique et filtre coalesceur ;
- . une surveillance de la qualité des eaux souterraines sera réalisée en cas de besoin ; cette surveillance sera trimestrielle pendant la période des travaux d'affouillement du sol ; la fréquence deviendra semestrielle dès lors que l'exploitation du bassin d'infiltration sera effective ;
- . avant le début des travaux, 3 piézomètres seront mis en place situés dans le coin Nord (amont de l'écoulement hydraulique) et aux 2 extrémités Ouest du site (aval de l'écoulement).

Pour la protection de l'air :

- . l'abattage des poussières sera réalisé par l'humidification des pistes en terre ; l'eau proviendra du réseau public d'alimentation et sera acheminée sur site via camion citerne.

En ce qui concerne le bruit :

- . une mesure d'auto-contrôle sera effectuée lors de la phase d'extraction en limite de site et dans les zones à émergence réglementée ;
- . des merlons anti-bruit seront placés le long des limites de parcelles en utilisant les terres de découverte, dans le but de réduire les désagréments générés pendant la phase des travaux.

CONSIDERANT de plus, que suite aux remarques émises par la direction départementale de l'équipement, dans son avis du 14 mars 2007 susvisé, la ville de GENAS a apporté les modifications nécessaires à son dossier, notamment s'agissant des conditions de trafic pendant la période des travaux d'affouillement ;

CONSIDERANT en outre que des études réalisées et de l'instruction du dossier, il ressort que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières ;

CONSIDERANT, enfin, que les dispositions spécifiées dans le présent arrêté, notamment celles destinées à la prévention des risques en matière de pollution des eaux, de nuisances

sonores ainsi qu'à la protection de l'air sont de nature à permettre l'exercice de cette activité en compatibilité avec son environnement ;

CONSIDERANT dès lors que les intérêts mentionnés aux articles L 211-1° et L 511-1° du code de l'environnement susvisé sont garantis par l'exécution de ces prescriptions ;

CONSIDERANT dans ces conditions, qu'il y a lieu d'autoriser la Ville de GENAS à procéder à un affouillement du sol destiné à la réalisation d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales sur le territoire de la commune au lieu-dit « La Motte » ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

### **ARRÊTE :**

#### **ARTICLE 1er : Autorisation**

La ville de GENAS dont la mairie est située Place du Général de Gaulle BP 206 69741 GENAS, est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à effectuer des travaux d'affouillement de sol, en vue de la construction d'un bassin de stockage et d'un bassin d'infiltration des eaux pluviales, au lieu-dit « La Motte » sur le territoire de la commune de GENAS, sur la parcelle ZM 62 d'une superficie globale de 1 ha 53 a 00 ca, ainsi que les activités désignées ci-après.

DÉSIGNATION ET REFERENCES DES INSTALLATIONS	RUBRIQUE de la nomenclature	VOLUME DES ACTIVITÉS	RÉGIME A ou D, Non classé
Affouillement de sol lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils sont extraits	2510.3	29 000 m <sup>3</sup> de matériaux extraits sur une surface de 7 500 m <sup>2</sup>	A
<b>ACTIVITÉS AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU (pour mémoire)</b>			
Rejet d'eaux pluviales dans le sous-sol. la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	2.1.5.0	superficie totale desservie étant d'environ 8 ha	D

L'affouillement sera conduit et remis en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier modifié de la demande en date du 22 novembre 2006 en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

#### **ARTICLE 2 : Caractéristiques de l'autorisation**

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats dont il est titulaire. Les travaux mentionnés au titre II du présent arrêté devront être achevés dans les trois ans suivant la notification du présent arrêté **remise en état incluse**.

La parcelle concernée est la suivante :



Lieu-dit	Section	Numéro	Superficie totale de la parcelle	Superficie d'implantation des bassins
La Motte	ZM	62	15 300 m <sup>2</sup>	7 500 m <sup>2</sup>

Les volumes à extraire ou à mettre en œuvre sont les suivants :

- terres de découverte : 3 800 m<sup>3</sup>
- Graves (galets, graviers, sables et argiles fluvioglaciaires) : 25 000 m<sup>3</sup>

Toute activité liée à l'affouillement est interdite en dehors du périmètre de la parcelle, notamment le stockage de matériaux.

## TITRE I

### TRAVAUX D'AFFOUILLEMENTS ET DE REALISATION DES BASSINS

#### **ARTICLE 3 - Dispositions préliminaires**

##### *3.1 - Information du public*

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur les voies d'accès à l'affouillement des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### *3.2 - Bornage*

Préalablement à la mise en exploitation de l'affouillement, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### *3.3 - Accès aux travaux ou installations*

Les travaux ne pourront débuter qu'après accord entre la Ville de GENAS et la direction départementale de l'équipement (DDE) sur les conditions de trafic et l'aménagement de la voie d'accès aux travaux.

Une signalisation routière par le biais de panneaux indicateurs est disposée de part et d'autre de la voie d'accès au site afin d'alerter les automobilistes sur la présence d'un chantier et les sorties inopinées de véhicules.

##### *3.4 - Sécurité*

Une clôture solide et efficace doit être installée sur le pourtour du site. L'accès au site devra être contrôlé pendant les périodes d'activité du chantier et interdit par un dispositif matériel adapté en dehors de ces périodes. Une consigne portée à la connaissance du personnel travaillant sur le site devra préciser la conduite à tenir en cas d'accident.

### **3.5 - Déclaration de début d'exploitation**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du code de l'environnement.

Préalablement à cette déclaration, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 3.1 à 3.5.

## **ARTICLE 4 - Travaux**

### **4.1 - Défrichage, décapage des terrains**

Les travaux sont réalisés sur une parcelle actuellement utilisée en tant qu'exploitation agricole, aucun déboisement, ou défrichage n'est nécessaire.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et une partie des stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. L'exploitant éradique l'ambrosie de ces stocks, si nécessaire en végétalisant ces terres par d'autres espèces.

### **4.2 - Patrimoine archéologique**

Lorsque des prescriptions archéologiques ont été édictées par le préfet de région en application du décret n°2004-490 du 3 juin 2004, pris pour l'application du Code du Patrimoine (articles L.521-1 à L.524-16), et relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, la réalisation des travaux est subordonnée à l'accomplissement préalable de ces prescriptions.

Toute découverte de vestiges archéologiques doit être signalée sans délai à la Mairie, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), avec copie à l'inspection des installations classées.

### **4.3 - Conduite des travaux**

Les travaux consistent en la réalisation de deux bassins (stockage et infiltration) destinés à l'évacuation des eaux pluviales de ruissellement du secteur de Cadou situé sur la commune de GENAS.

L'exploitation sera conduite, en deux tranches d'environ 3 750 m<sup>2</sup> chacune. L'exploitation sera conduite suivant le phasage et la méthode définis par les plans de l'annexe 1. Le fond du bassin se situe à environ 7 mètres de profondeur par rapport au terrain naturel.

Les travaux d'aménagement du bassin de stockage comprennent :

- la mise en forme des talus d'une pente générale de 2/1 et de la risberme,
- la réalisation d'une digue séparant la partie stockage de la partie infiltration,
- la réalisation d'un regard à l'entrée du bassin de stockage,
- la pose d'un complexe d'étanchéité (géo-membrane),
- la réalisation d'une structure de protection du complexe d'étanchéité en béton,



- la mise en œuvre de guides hydrauliques en fond de bassin,
- la réalisation d'une fosse de décantation,
- la construction d'un ouvrage de régulation du débit à infiltrer,
- la pose d'un dispositif de régulation des débits à fonctionnement mécanique,
- la réalisation d'une surverse de sécurité en DN 1200,
- la réalisation d'une plate-forme technique au droit du dessableur.

Les travaux du bassin d'infiltration comprennent pour l'essentiel :

- la mise en forme des talus d'une pente générale de 2/1 et de la risberme,
- la réalisation d'un complexe de protection du massif d'infiltration naturel,
- la mise en forme du radier avec des formes de relief.

Des merlons provisoires sont installés durant les travaux d'extraction permettant une meilleure intégration paysagère et limitant le bruit ressenti au niveau des habitations les plus proches.

#### *4.4 - Distances limites et zones de protection*

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Les bords de l'excavation est tenu à distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance ne peut être inférieure à 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions d'usage pour les travaux au voisinage des lignes électriques, des canalisations enterrées, des voies ferrées ou routières.

## **TITRE II**

### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET DES RISQUES**

#### **Article 5 - Dispositions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols, de nuisances par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et régulièrement entretenues et nettoyées.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ou de dépôt de boue sur les voies publiques de circulation. A cet effet, le chantier sera arrêté par temps de forte pluie et, par temps sec, les pistes de circulation seront si nécessaire humidifiées.

## **Article 6 - Pollution des eaux**

### ***6.1 – Prévention des pollutions accidentelles***

Des dispositions doivent être prises pour qu'il ne puisse pas y avoir en cas d'accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Les engins seront approvisionnés en carburant soit à l'extérieur du site, soit par un camion citerne sur site. En cas de déversement accidentel d'hydrocarbures, un kit d'intervention sera disponible sur le site.

Les engins nécessaires aux travaux d'extraction seront stockés sur une aire de 150 m<sup>2</sup> au Sud-Est du site. Le ravitaillement en fuel devra être réalisé également sur cet aire qui sera recouverte d'un revêtement étanche

Les égouttures et les eaux de lavage sont acheminées vers un système de débourbeur, décanteur, déshuileur d'une capacité de traitement d'au moins 1,5 l/s. Les eaux traitées par ce système s'infiltreront dans le sol qui se situe à une hauteur de plus de 20 mètres par rapport au niveau de la nappe.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit.

### ***6.2 – Prélèvement d'eau***

Il n'y a pas de prélèvement d'eau dans la nappe ou à partir du réseau d'alimentation publique.

### ***6.3 – Rejets aqueux dans le milieu naturel***

#### ***6.3.1 – Eaux pluviales***

Si nécessaire un réseau provisoire de dérivation des eaux de ruissellement visant à empêcher celles-ci d'atteindre la zone en travaux sera mis en place.

Les eaux de ruissellement, au niveau des zones d'extraction sont directement infiltrées dans le sol.

#### ***6.3.2 – Eaux vannes***

Les eaux vannes des sanitaires et des lavabos seront traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

#### ***6.3.3 – Eaux de procédé***

Il n'y aura pas d'eau de procédé.

## **Article 7 - Pollution de l'air**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Un état initial de retombées de poussières est réalisé avant le commencement des travaux. Une auto-surveillance des retombées de poussières est réalisée deux fois par an.



Les voies internes de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins sont entretenues et nettoyées régulièrement.

En période sèche, les pistes sont arrosées régulièrement afin de limiter les envols de poussières liés à la circulation des véhicules et engins.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour limiter les dépôts de terre, de boue ou de poussières sur la chaussée tel que le bâchage des bennes, le lavage des roues des véhicules, etc.

### **Article 8 - Déchets**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des installations dûment autorisées. Tout brûlage à l'air libre de déchet est strictement interdit.

### **Article 9 - Bruits et vibrations**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

**Les travaux ne sont autorisés que les jours ouvrables, du lundi au vendredi, de 8h à 18h.**

#### **9.1 – Bruits**

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du **23 janvier 1997** relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables aux installations objet du présent arrêté.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

**Le niveau de bruit à respecter en limite du site est de 70 dB(A) en période diurne.**

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementée telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et reportées dans le dossier de demande d'autorisation :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7H00 à 22H00, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22H00 à 7H00, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

Un contrôle des émissions sonores est réalisé par l'exploitant lors des phases d'extraction et d'aménagement.

### **9.2 – Tirs de mines et vibrations**

Les tirs de mines sont interdits pour l'exploitation de l'affouillement.

### **Article 10 – Signalisation – voies de circulation**

Des dispositions seront prises pour réglementer l'accès aux installations tels que panneaux, balises, barrières...

Les voies de circulation intérieure et les accès seront aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler.

Les voies de circulation internes seront maintenues dans un état de propreté satisfaisant et seront recouvertes en tant que de besoin de matériaux adaptés.

Un plan de circulation sera mis en place. Des panneaux de type routier le matérialiseront.

### **Article 11 - Transport des matériaux hors du site**

La circulation pendant la phase de travaux respectera le sens de circulation défini à l'annexe 3.

L'entrée sur le chemin de Reconfranche sera aménagée afin de permettre une entrée aisée pour les camions.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Tous les véhicules transportant des produits de faible granulométrie (sables) doivent obligatoirement être bâchés avant de quitter le site.

Le chargement des véhicules doit être effectué de telle manière que soit assurée la stabilité des matériaux à l'intérieur de la benne, en particulier pour le transport de blocs.

### **Article 12 – Consignes**

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :



- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.

### **Article 13 – Surveillance des décanteurs - séparateurs**

Les consignes d'exploitation comprendront la surveillance régulière des décanteurs-séparateurs et le contrôle de leur bon fonctionnement.

Le décanteur-séparateur d'hydrocarbures est muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur-séparateur est conçu et dimensionné de façon à évacuer dans les règles de l'art la surface de la zone étanche, sans entraînement de liquides inflammables. Les séparateurs-décanteurs devront être conformes à la norme NF XP 16-440 ou à la norme NF XP 16-441 ou à tout autre code de bonne pratique équivalent.

Le décanteur-séparateur doit être nettoyé par une société habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. La société habilitée doit fournir la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **Article 14 - Accident ou incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire.

## **TITRE III**

### **REMISE EN ETAT**

#### **Article 15 : Garanties financières**

La période devant être couverte par les garanties financières est considérée **d'un an d'exploitation** compte tenu que la réalisation des ouvrages de récupération et d'infiltration des eaux constitue l'objectif même de remise en état.

Le montant de référence ( $C_R$ ) des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour cette période est de **29 912 €**

L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 et porte sur toute la durée des travaux d'affouillement (un an).

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

## **Article 16 – Description des travaux de remise en état et échéancier**

### ***16.1 – Travaux de remise en état***

La remise en état du site a pour objectif la réalisation de deux bassins permettant la récupération, le stockage, la décantation et l'infiltration des eaux pluviales de ruissellement d'un futur groupe scolaire et de la zone Na.

En cours d'exploitation, l'exploitant :

- décape le terrain d'emplacement des bassins sur une hauteur de 0,7 à 1 mètre ;
- extrait les graves sur une épaisseur d'environ 6 mètres ;
- modèle les talus entre le fond de la fosse et le terrain naturel, ceux-ci ont une hauteur inférieure à 7 mètres et présentent une pente de 2 pour 1 ;
- étanchéifie le bassin de stockage, notamment par la pose d'une géomembrane ;
- réalise une digue séparant la partie stockage de la partie infiltration ;
- réalise une fosse de décantation ;
- aménage les voies d'accès ;
- réalise une plate-forme étanche reliée à un débourbeur / déshuileur pour le stationnement des engins et le ravitaillement en carburant ;
- met en place les ouvrages (régulation du débit, guides hydrauliques, etc) ;
- végétalise, si nécessaire, les merlons et autres terres de découverte pour limiter la prolifération d'ambrosie.

En fin d'exploitation, :

- aménage les espaces verts et végétalise les terres mises à nu,
- enlève toutes les installations et constructions annexes,
- nettoie entièrement le site.

### ***16.2 – Échéancier de remise en état***

La durée de la phase d'affouillement est fixée à un an.

## **Article 17 - Remblayage**

La réception de matériaux de remblais extérieurs au site, même à caractère inerte, est interdite.



### **Article 18 - Cessation d'activité définitive**

Lors de la mise à l'arrêt définitif de l'affouillement et lorsque que la remise en état est finalisée, l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité. Cette notification sera accompagnée des pièces prévues aux articles R.512-74 et R.512-76 du code de l'environnement et notamment des éléments suivants :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies ;
- un mémoire sur l'état du site qui précisera les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement et devra comprendre notamment les mesures relatives à :
  - l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
  - les interdictions ou limitations d'accès au site ;
  - la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
  - la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement pollués ;
  - l'insertion du site dans son environnement ainsi que son devenir ;
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement et les modalités de mise en œuvre de servitudes.

## **TITRE IV**

### **EXPLOITATION ET ENTRETIEN DES OUVRAGES**

#### **Article 19 – Dispositions générales**

Le bénéficiaire de l'autorisation devra constamment entretenir et tenir en bon état à ses frais les terrains occupés ainsi que les ouvrages qui devront toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Une clôture solide et efficace devra être installée sur le pourtour du site, l'accès à la voirie publique devra être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation.

#### **Article 20 – Réseau de collecte et qualité des eaux**

Le dispositif de décantation-infiltration est normalement destiné à recueillir les eaux pluviales du futur groupe scolaire et de la zone Na (secteur du Cadou).

Le débit entrant ne doit pas excéder 1.435 m<sup>3</sup>/s.

Le bénéficiaire de l'autorisation doit s'assurer auprès du gestionnaire du service d'assainissement et notamment lors de nouvelles demandes de branchement au réseau d'eau pluviale, du respect constant de ces dispositions.

#### **20.1 – Qualité des eaux rejetées dans le bassin d'infiltration**

Les eaux canalisées rejetées dans le bassin d'infiltration puis dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température est inférieure à 30° C ;
- les matières en suspensions totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 50 mg/l ;
- les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures ; aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

#### **20.2 – Mesure périodique de la pollution rejetée dans le bassin d'infiltration**

L'exploitant met en place un programme de **surveillance annuelle** de ses rejets pendant la période . Les mesures sont effectuées par un organisme compétent sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La surveillance réalisée porte sur l'ensemble des polluants visés au point 20.1, pour des campagnes de prélèvements réalisées alternativement au printemps et à l'automne, durant les périodes pluvieuses. Les résultats de cette surveillance sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Le prélèvement est effectué en sortie du bassin de stockage.

Une mesure du débit est également réalisée si celui-ci est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j.

#### **20.3 – Surveillance des eaux souterraines**

La qualité des eaux souterraines fera l'objet d'une surveillance par trois piézomètres. Les emplacements des piézomètres sont (cf annexe 2) :

- dans le coin Nord Est de la parcelle 62,
- aux deux extrémités Ouest de la parcelle 62.

Le forage des piézomètres devra être réalisé conformément à la réglementation en vigueur.



Dans ces trois piézomètres, des mesures de niveau d'eau, ramenées à la cote NGF, seront effectuées chaque trimestre lors de la phase d'affouillement et deux fois par an, lors de la phase d'exploitation du bassin d'infiltration. Les résultats de ces mesures seront inscrits dans un registre qui sera tenu à la disposition de la police de l'eau.

Des prélèvements et analyses de ces eaux seront effectués, selon les mêmes fréquences. Les paramètres d'analyses portent sur les polluants suivants :

- pH,
- azote total,
- hydrocarbures totaux,
- DCO,
- MEST,
- Nitrates,
- COHV,
- Métaux totaux, (une fois tous les 3 ans)
- HAP (une fois tous les trois ans).

Toute anomalie devra être signalée à la police de l'eau dans les meilleurs délais. En cas de pollution des eaux souterraines par l'exploitant, toutes les dispositions devront être prises pour faire cesser le trouble constaté.

#### **Article 21 – Entretien des abords**

Les abords, le fossé et les bassins devront être fauchés au moins deux fois par an, les arbres devront être élagués une fois par an selon nécessité.

Les installations devront être pourvues d'un accès permettant leur desserte en toute circonstance par les véhicules d'entretien.

#### **Article 22 – Entretien des ouvrages**

Une visite de diagnostic et d'intervention devra être effectuée au minimum une fois par mois. Ces visites comporteront notamment :

- la vérification du bon fonctionnement des vannes ;
- la vérification de l'intégrité des ouvrages ;
- l'examen du degré d'encrassement du bassin de décantation et l'éventuelle nécessité de procéder au curage de celui-ci ;
- la vidange des hydrocarbures de la fosse de décantation.

Le bassin de décantation sera curé et nettoyé régulièrement en fonction de son degré d'encrassement.

Les résultats de ces visites ainsi que les actions engagées à la suite de ces visites seront consignés dans un registre.

Un bilan annuel est réalisé sur les mesures d'entretien effectuées ainsi que sur les performances réelles du dispositif d'infiltration des eaux pluviales notamment sur le plan qualitatif.

## **Article 23 – Élimination des boues et des déchets**

L'élimination des boues issues du bassin de décantation devra être effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur. Les quantités brutes de boue extraites et l'évaluation de la quantité de matière sèche correspondante devront être inscrites dans le registre mentionné à l'article 20 ci-dessus.

### ***23.1 – Épandage***

L'épandage des eaux résiduaires, des boues et des déchets est interdit.

### ***23.2 – Élimination des boues***

L'élimination des boues de curage et matières de vidanges issues de la décantation des huiles devront être assurées dans des installations dûment autorisées à cet effet.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement ...) et conservés par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

## **Article 24 - Prévention des pollutions accidentelles**

Une vanne devra être positionnée entre le bassin de décantation et le bassin d'infiltration. Une seconde vanne ou un dispositif d'obturation doit également permettre la fermeture du dispositif de surverse. La mise en œuvre de ces dispositifs fera l'objet d'une consigne portée à la connaissance des agents du service d'exploitation ainsi que des services de secours. Elle précisera notamment la conduite à tenir en cas de pollution consécutive à un accident survenant sur l'une des voies de circulation, ou dans la zone urbaine raccordée au site par le réseau d'eaux pluviales.

Un responsable de la mise en œuvre de cette consigne sera nommément désigné. Il prendra les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée, techniquement compétente, puisse être alertée et intervenir rapidement sur les lieux en toute circonstance.

## **Article 25 - Accident ou incident**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'environnement devra être signalé immédiatement dans les conditions prévues à l'article L 211-5 de ce même code.

## **Article 26 - Enregistrement, rapports de contrôle et registres**

Un rapport annuel sera réalisé. Il fera la synthèse du fonctionnement du système et donnera le récapitulatif du suivi annuel. Ce rapport sera transmis au service chargé de la police de l'eau ainsi qu'à l'agence de l'eau.



## **TITRE IV**

### **DELAIS D'APPLICATION**

#### **Article 27**

Les dispositions du titre I et II cesseront d'être applicables dès lors que l'inspection des installations classées aura constaté, par procès-verbal de récolement, la conformité des travaux prévus à l'article 14 du présent arrêté. Les dispositions du titre IV prendront effet à compter de cette date, le service chargé de son application étant le service chargé de la police de l'eau.

## **TITRE IX**

### **DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES**

#### **Article 28 - Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **Article 29 - Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

#### **Article 30 - Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté sont conservés respectivement durant **cinq ans**.

#### **Article 31 - Autres autorisations**

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement des activités susvisées.

#### **Article 32**

Tout transfert d'une installation classée sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou une nouvelle déclaration.

Dans le cas où l'installation changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 33**

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### **Article 34**

L'exploitant devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques ou pour faire cesser des inconvénients préjudiciables au voisinage.

### **Article 35**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la préfecture du Rhône - Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel - le texte des prescriptions ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Rhône.

### **Article 36**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

### **Article 37**

Faute par l'exploitant de se conformer aux textes réglementaires en vigueur et aux prescriptions précédemment édictées, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement, livre V, titre 1er.

### **Article 38**

Le présent arrêté ne préjuge en rien les autorisations qui pourraient être nécessaires en vertu d'autres réglementations pour l'implantation, l'installation et le fonctionnement de l'activité susvisée.

### **Article 39**

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification.

Pour les tiers, le délai de recours est de six mois. Ce délai commence à courir le jour de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 3.5 ci-dessus.



#### Article 40

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 35 du présent arrêté ;
- aux conseils municipaux de CHASSIEU, SAINT-BONNET-DE-MURE et SAINT-PRIEST ;
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours ;
- au directeur départemental de l'équipement ;
- au directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ;
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;
- au directeur régional de l'environnement ;
- au commissaire enquêteur ;
- à l'exploitant.

Pour copie conforme,  
La Secrétaire Administrative déléguée  
Lucile GIOVANNETTI

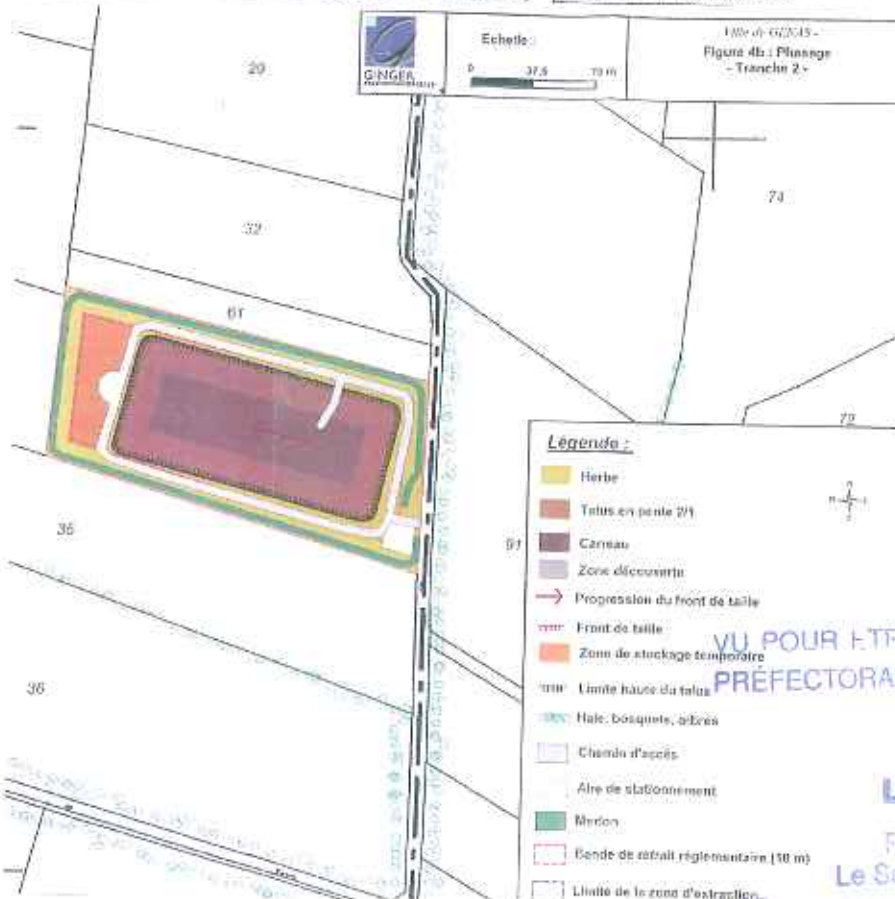
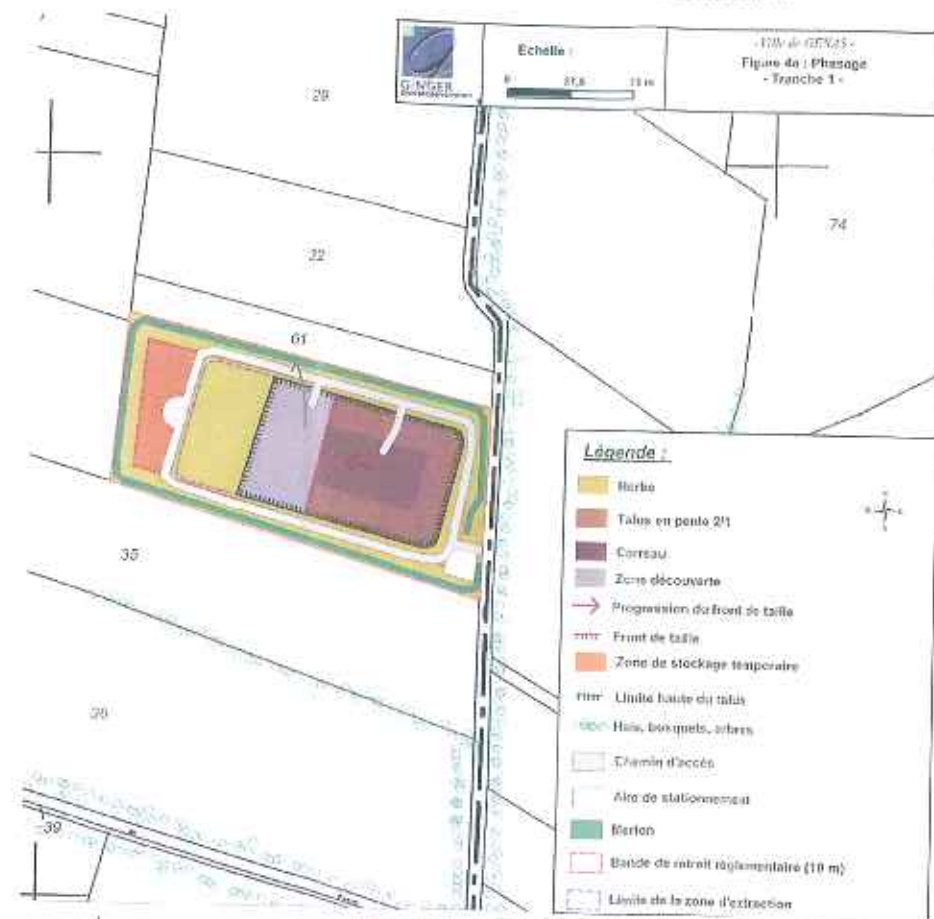
Lyon, le 28 OCT. 2008  
Le Préfet,  
  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général  
René BIDAS





# ANNEXE 1

## PLAN DE PHASAGE - AFFOUILLEMENT



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 28 OCT. 2008

LE PRÉFET,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Signé René BIDAL





## ANNEXE 2

### LOCALISATION DES PIEZOMETRES DE CONTROLE



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 28 OCT. 2008

LE PRÉFET

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Signé René BIDAL











Fig 6 Evolution interne

Echelle : 1 / 1 000

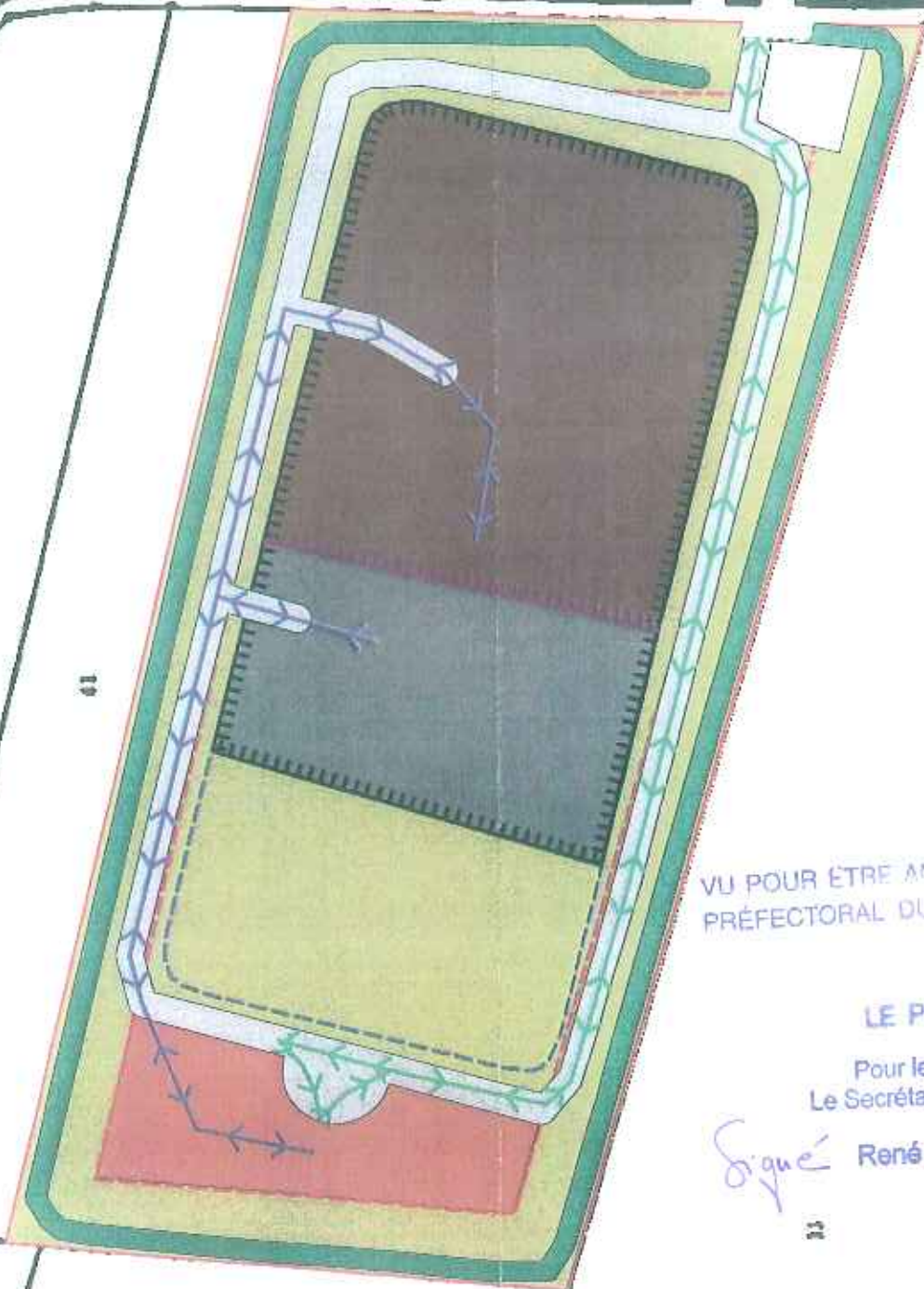


Légende :

Piste interne

Trajet emprunté  
par les camions

Trajet emprunté  
par le chargeur



VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU 28 OCT. 2000

LE PRÉFET,

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Signé René BIDA

